



Organisation
internationale
du Travail



ADWA'
Advancing the Decent Work
Agenda in North Africa

ECONOMIC
RESEARCH
FORUM



منتدى
البحوث
الاقتصادية

Deuxième rapport régional sur l'emploi et la croissance en Afrique du Nord (2018-2021) : les évolutions à l'ère de la COVID-19 **Le cas de la Tunisie**



Publié au mois d'octobre 2022

Copyright © Organisation internationale du Travail 2022

Première édition 2022

Les publications de l'Organisation internationale du Travail (OIT) jouissent de la protection du droit d'auteur en vertu du protocole n° 2, annexe à la Convention universelle pour la protection du droit d'auteur. Toutefois, de courts passages pourront être reproduits sans autorisation, à la condition que leur source soit dûment mentionnée. Toute demande d'autorisation de reproduction ou de traduction devra être envoyée à Publications (Droits et licences), Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse, ou par courriel à rights@ilo.org. Ces demandes seront toujours les bienvenues.

Bibliothèques, institutions et autres utilisateurs enregistrés auprès d'un organisme de gestion des droits de reproduction ne peuvent faire des copies qu'en accord avec les conditions et droits qui leur ont été octroyés. Consultez le site www.ifrro.org afin de trouver l'organisme responsable de la gestion des droits de reproduction dans votre pays.

Deuxième rapport régional sur l'emploi et la croissance en Afrique du Nord (2018-2021) : les évolutions à l'ère de la COVID-19, Bureau international du travail — Le Caire : OIT, 2022.

ISBN : (imprimé) 9 789 220 381 342

ISBN : (PDF Web) 9 789 220 381 359

Les désignations utilisées dans les publications de l'OIT, qui sont conformes à la pratique des Nations Unies, et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'OIT aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières.

Les articles, études et autres textes signés n'engagent que leurs auteurs, et leur publication ne signifie pas que l'OIT souscrit aux opinions qui y sont exprimées.

La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part de l'OIT aucune appréciation favorable ou défavorable.

Pour toute information sur les publications et les produits numériques de l'OIT, consultez notre site Web : www.ilo.org/publns

Cette publication a été produite grâce à l'appui financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de l'OIT et ne reflète pas nécessairement l'opinion de l'Union européenne.

Publication du Bureau de l'OIT au Caire :

9, rue du Dr Taha Hussein, Zamalek, Caire, Égypte

Tél. : (+202) 27 350 123

Rendez-vous sur notre site : www.ilo.org/cairo

Imprimé en Égypte

► REMERCIEMENTS

Équipe de rédaction de l'ERF

Chercheurs principaux :

Ragui Assaad, Caroline Krafft, Mohamed Ali Marouani

Auteurs des chapitres :

Chapitre de l'aperçu général :

Ragui Assaad, Caroline Krafft, Mohamed Ali Marouani, Ruby Cheung, Ava LaPlante, Ilhaan Omar, and Sarah Wahby

Chapitre sur l'Égypte :

Chahir Zaki and Moheb Said

Chapitre sur le Maroc :

Fouzia Ejjanoui

Chapitre sur le Soudan :

Caroline Krafft, Samia Mohamed Nour and Ebaidalla M. Ebaidalla

Chapitre sur la Tunisie :

Abdel Rahman El Lahga and Moheb Said

Assistants de recherche :

Sarah Wahby, Emilie Wojcieszynsk, Ruby Cheung, Ava LaPlante and Ilhaan Omar.

Responsable du programme :

Yasmine Fahim

Coordinateurs du programme :

Passainte Atef and Neamatallah Elsayed

Communication et sensibilisation politiques :

Sherine Ghoneim, Namees Nabeel and Romesh Vaitilingam

Équipe de l'OIT :

Bureau du Caire :

Eric Oechslin, Luca Fedi, Valentine Offenloch, Marwa El Feki, Greta Cartoceti and Nour Ashmawy

Bureau du Maroc :

Samia Ouzgane

Bureau de la Tunisie :

Selim El Oueslati

Bureau du Soudan :

Alexio Musindo

Édition et traduction :

Jen Ross

Conception graphique du rapport :

Cremedia

► SOMMAIRE

Remerciements	4
Liste des graphiques	5
Liste des tableaux	5
Liste des acronymes	6
Glossaire	7
1. Introduction	8
2. Tendances de la performance économique et du PIB (2018-21)	9
3. Le marché du travail en Tunisie durant la crise de la Covid 19	11
4. Conclusions et implications politiques	15
5. Références	16

► LISTE DES GRAPHIQUES

Figure 1. Taux de croissance trimestriel du PIB réel (pourcentage), 2018-21	10
Figure 2. Taux de croissance, selon des secteurs choisis	11
Figure 3. Taux d'activité 2019-21	12
Figure 4. Taux d'emploi 2019-21	13
Figure 5. Taux de chômage 2019-21	13
Figure 6. Taux de chômage des jeunes âgés de 15 à 24 ans	14

► LISTE DES TABLEAUX

Table 1. Investment and saving rates, as percentage of GDP	10
--	----

► LISTE DES ACRONYMES

ADWA	Advancing the Decent Work Agenda (faire progresser l'Agenda du travail décent)
CAPMAS	Agence centrale pour la mobilisation du public et les statistiques (Égypte)
CBS	Bureau central des statistiques (Soudan)
BCT	Banque centrale de Tunisie
COVID-19	Nouvelle maladie à coronavirus 2019
DEPF	Direction des Études et des Prévisions financières (Maroc)
EGP	Livre égyptienne
ERF	Forum de recherche économique
IDE	Investissements directs étrangers
PIB	Produit intérieur brut
HCP	Haut-commissariat au plan (Maroc)
OIT	Organisation internationale du travail
INS	Institut national de la statistique (Tunisie)
FMI	Fonds monétaire international
MAD	Dirham marocain
MENA	Afrique du Nord et Moyen-Orient
MSMEs	Micro, petites et moyennes entreprises
NEE	Ni dans l'emploi ni dans le système éducatif
NEET	Ni dans l'emploi, ni dans le système éducatif, ni en formation
OAMDI	Accès ouvert aux données micro (Initiative de l'ERF)
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
p. a.	Per annum (par an)
PNAFN	Plan national d'aide aux familles nécessiteuses (Tunisie)
T	Trimestre
RAMED	Régime d'assistance médicale (Maroc)
SFSP	Programme d'aide aux familles (Soudan)
SMEs	Petites et moyennes entreprises
CESAO	Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie occidentale
TND	Dinar tunisien
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
CEA	Commission économique pour l'Afrique des Nations unies
USD	Dollar américain

► GLOSSAIRE

Demandeurs d'emploi découragés : Individus (âgés de 15 à 64 ans) qui n'avaient pas d'emploi, souhaitaient travailler, étaient disponibles pour le faire et ne cherchaient pas de travail pendant la semaine de référence.

Actifs : Individus (âgés de 15 à 64 ans) ayant participé pendant au moins une heure à une activité économique (aux fins du marché) au cours de la semaine de référence.

Situation de l'emploi : dans la mesure du possible, la situation de l'emploi a été classée en huit catégories : travail salarié dans le secteur public, travail salarié dans le secteur privé à l'intérieur de l'établissement, travail salarié dans le secteur privé en dehors de l'établissement, employeur, travailleur indépendant à l'intérieur de l'établissement, travailleur indépendant en dehors de l'établissement, travailleur familial non rémunéré à l'intérieur de l'établissement et travailleur familial non rémunéré en dehors de l'établissement.

Taux d'emploi : Rapport entre les personnes ayant un emploi et la population en âge de travailler (de 15 à 64 ans).

Population active : Individus (âgés de 15 à 64 ans) ayant un emploi ou au chômage pendant la semaine de référence.

Taux d'activité : Rapport entre la population active et la population en âge de travailler (de 15 à 64 ans).

NEET (ni dans l'emploi, ni dans le système éducatif, ni en formation) : Jeunes (de 15 à 24 ans) qui ne sont ni employés ni inscrits à l'école. Les données disponibles ne permettaient pas de prendre en compte les personnes en formation.

Taux de NEET : Pourcentage des NEET (15 à 24 ans) par rapport à l'ensemble de la population âgée de 15 à 24 ans.

Indice de rigueur : L'indice des politiques publiques de confinement (Stringency index) conçu par des chercheurs d'Oxford est un outil de suivi des réponses gouvernementales au coronavirus. Il s'agit d'un outil de mesures mixtes qui se basent sur neuf indicateurs, qui sont : la fermeture des écoles, la fermeture des entreprises, l'annulation d'événements publics, la restriction des rassemblements publics, la fermeture des transports publics, le confinement de la population à domicile, les campagnes d'information du public, les restrictions sur les déplacements nationaux et les restrictions sur les entrées de territoire. La sévérité d'une mesure est évaluée sous forme d'indice (la valeur 100 indiquant un degré de contrainte maximal et 0 l'absence de mesure).

Sous-emploi lié au temps : Pourcentage des actifs occupés (de 15 à 64 ans) travaillant moins de 35 heures par semaine, souhaitant changer de travail et/ou souhaitant un travail supplémentaire, par rapport à l'emploi total.

Chômeurs (définition standard) : Individus (âgés de 15 à 64 ans) qui n'avaient pas d'emploi, qui désiraient travailler, qui étaient disponibles pour le faire et qui cherchaient du travail pendant la semaine de référence.

Taux de chômage (définition standard) : Rapport entre les chômeurs (définition standard) et la population active.

1. Introduction

L'épidémie de la Covid 19 a amplifié la situation économique et sociale difficile à laquelle fait face la Tunisie depuis la révolution de 2011 et la transition politique récente. Étant une économie qui dépend principalement de l'ouverture commerciale et où le secteur des services, dont le tourisme, joue un rôle prépondérant, les mesures de confinement et les perturbations des chaînes de valeur mondiales ont eu sur la Tunisie un impact significatif (Marouani, Krafft et Assaad 2022 ; Banque mondiale 2021). La pandémie mondiale a frappé durement la croissance économique, déjà modeste — s'établissant à 1 pour cent par an en 2019 — de la Tunisie, causant une récession avec un taux de croissance négatif de -8,7 pour cent en 2020. Ce taux a pu se redresser depuis, mais demeure faible à 3,3 pour cent par an pour l'année 2021.

Au niveau microéconomique, le choc causé par la pandémie n'a fait qu'aggraver les difficultés dont souffrait déjà le marché du travail tunisien, dont un taux de chômage élevé — 15 pour cent pour le chômage global et 34 pour cent chez les jeunes en 2019 (Marouani, Krafft et Assaad 2022 ; Institut national de la statistique 2021). Le chômage en Tunisie se caractérise également par le nombre important de chômeurs découragés, notamment chez les jeunes et dans les zones rurales, comme l'illustre l'écart entre les chiffres du chômage au sens large et du chômage au sens strict (Marouani, Krafft et Assaad 2022 ; Assaad, Ghazouani et Krafft 2018 a ; Assaad et Krafft 2016). La pandémie a sensiblement augmenté le chômage global et le chômage des jeunes, qui a enregistré une hausse de près de 20 pour cent, restant obstinément élevé au cours du troisième trimestre 2021. Bien qu'ils aient connu une légère baisse au quatrième trimestre 2021, ces taux sont restés supérieurs aux niveaux pré-pandémiques.

Le gouvernement tunisien s'est montré proactif en adoptant des mesures sanitaires et socio-économiques afin de faire face à l'épidémie de covid-19 en mars 2020. Les mesures de protection sociale prises ont été partiellement financées par l'appui budgétaire de différents partenaires internationaux, dont la Banque mon-

diale, l'Union européenne et la Banque africaine de développement. La Tunisie a connu sa période la plus difficile à l'été 2021, quand le nombre de cas quotidiens a explosé de façon exponentielle, atteignant un pic historique de 14,2 cas pour mille et 396 décès par million en juillet 2021 (Marouani, Krafft et Assaad 2022). La situation était critique au point que le système de santé tunisien était proche de l'effondrement en raison de la pénurie de lits et d'oxygène (Saleh 2021). Ce n'est que lorsque la campagne de vaccination s'est accélérée en août 2021 que la pression sur le système de santé a diminué. En effet, le nombre de vaccins administrés a dépassé la moyenne mondiale et a atteint 58,8 vaccins pour cent habitants en septembre 2021.

Parallèlement à ces mesures sanitaires, le gouvernement a offert une aide sociale aux travailleurs des secteurs vulnérables, tels que le tourisme, et aux travailleurs irréguliers (400 000 bénéficiaires), ainsi qu'une aide ponctuelle aux familles nécessiteuses qui bénéficiaient déjà du programme national d'assistance aux familles nécessiteuses (PNAFN) sous forme de paiements en espèces (260 000 familles). Compte tenu des restrictions budgétaires, ces interventions ont été menées de manière très ponctuelle et n'ont que partiellement atténué les effets de la crise (Kokas et al. 2020 ; Krafft, Assaad et Marouani 2021).

L'objectif de ce chapitre est de présenter les développements macro et microéconomiques les plus récents en Tunisie durant la pandémie de COVID-19. L'analyse de l'évolution des agrégats macroéconomiques et des indicateurs du marché du travail au cours de la période 2019-21 fournit une lecture des répercussions de la pandémie et du rythme de la reprise. Ce chapitre a pour objet de compléter les travaux existants de Marouani, Krafft et Assaad (2022), qui s'appuient sur les résultats des quatre séries de l'enquête Covid 19 pour la région MENA réalisée par l'Economic Research Forum (ERF), et ce, en analysant les données trimestrielles du marché du travail, telles que fournies par les sources officielles. Toutefois, et en raison des restrictions concernant l'accès

¹Le chômage au sens large comprend toutes les personnes de la population active ou du groupe en âge de travailler qui sont soit sans travail, soit disponibles pour travailler, qu'elles recherchent ou non un emploi.

²Le chômage au sens strict (ou chômage standard) désigne le pourcentage de la population active totale qui est sans emploi, mais qui recherche activement un emploi et souhaite travailler.

aux données, l'analyse s'est limitée à un niveau relativement agrégé. Le chapitre s'ouvre sur l'examen des tendances des performances macroéconomiques sur la base du produit intérieur brut (PIB) et de l'évolution de l'activité sectori-

elle sur la période 2018-21. Il s'appuie ensuite sur les résultats de l'enquête sur les forces de travail pour exposer les principales évolutions du marché du travail tunisien au cours de la pandémie.

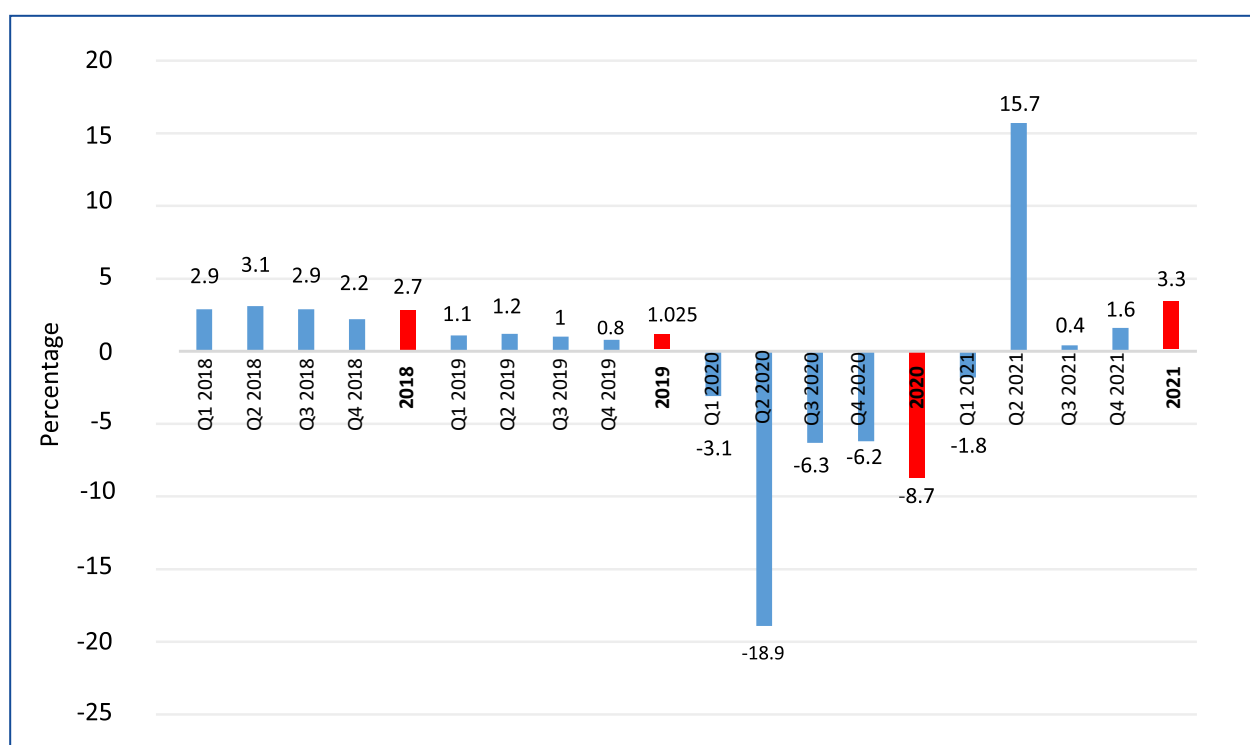
2. Tendances de la performance économique et du PIB (2018-21)

Cette partie du document se base sur les données de l'Institut national de la statistique (INS) et examine les tendances récentes de l'activité économique sur la période 2018-21, c'est-à-dire deux ans avant et près de deux ans après le début de la crise. La figure 1 présente l'évolution trimestrielle du PIB. Il en ressort que, même avant le déclenchement de l'épidémie de la Covid 19, la croissance économique tunisienne était relativement faible, s'établissant à 2,7 pour cent en 2018 et à 1 pour cent en 2019. Ces taux montrent que l'économie tunisienne carburait déjà à bas régime, en deçà de son potentiel, ce qui a rendu la lutte contre la pauvreté et le chômage d'autant plus difficile. La crise de la Covid 19 frappa donc l'économie tunisienne à un moment où la croissance ralentissait et où l'économie entrait en récession, enregistrant une croissance de -3,1 pour cent au premier trimestre 2020 (voir figure 1). Cette performance met en évidence les déséquilibres structurels d'une économie tunisienne, qui se manifestent en grande partie par un taux d'investissement inadéquat et un climat des affaires peu favorable, comme l'explique en détail le rapport régional de l'Organisation internationale du travail (OIT) *sur l'emploi et la croissance en Afrique du Nord* (OIT 2021). L'épidémie

de la Covid 19 qui s'est déclarée au mois de mars 2020, et les mesures de confinement strictes qui en ont découlées, ont entraîné une forte contraction du PIB de -18,9 pour cent au deuxième trimestre 2020. La deuxième moitié de l'année 2020 a vu une baisse moyenne de -6 pour cent en pleine crise sanitaire, l'économie tunisienne terminant l'année avec un taux de croissance moyen d'environ -8,7 pour cent. Ce taux était similaire à d'autres enregistrés par des économies comparables, à titre d'exemple, la croissance économique s'est contractée de 6,3 et 5,5 pour cent, respectivement, au Maroc et en Algérie. Une estimation de Kokas et al. (2020) révèle que le taux de pauvreté (basé sur les normes nationales) devrait atteindre 21 pour cent en 2020, contre 15,5 pour cent en 2015 (voir également UNICEF 2020).

L'économie tunisienne a connu une certaine reprise en 2021, enregistrant une croissance positive du PIB à 3,3 pour cent, grâce à la croissance considérable enregistrée au deuxième trimestre 2021 de 15,7 pour cent, le taux le plus élevé depuis 2018. Cependant, la croissance économique tunisienne demeure inférieure à la croissance moyenne des économies à revenu intermédiaire qui s'est établie à 6,1 pour cent en 2021 (FMI 2022a).

Figure 1. Taux de croissance trimestriel du PIB réel (pourcentage), 2018-21



Remarque : Les taux trimestriels sont relatifs au même trimestre de l'année précédente.

Source : Création des auteurs selon les données de l'Institut national de la statistique (INS 2020a et 2022a).

L'un des principaux moteurs de la croissance économique est l'investissement. Le tableau 1 ci-dessous détaille l'évolution, en Tunisie, des taux d'investissement et des taux d'épargne en pourcentage du PIB au cours de la période 2015-20. Il apparaît clairement que l'économie tunisienne a enregistré ses plus faibles taux d'épargne et d'investissement (4 et 13 pour cent, respectivement) en 2020, suite au choc de la pandémie de la Covid 19. En effet, les priorités en matière de dépenses publiques ont dû être ajustées afin

de tenir compte des conséquences sanitaires et économiques de la pandémie, en augmentant les dépenses courantes liées aux transferts sociaux au détriment des dépenses d'investissement. En outre, la Banque centrale de Tunisie (BCT) a réduit son taux d'intérêt directeur en mars et octobre 2020 de 125 points de base cumulés³. Cela, à son tour, a fait baisser les taux d'épargne et d'investissement en 2020 de 57 et 27 pour cent, respectivement, par rapport à leurs taux en 2019⁴.

Table 1. Investment and saving rates, as percentage of GDP

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
L'épargne, en pourcentage du PIB	11.1	9.6	9.1	10.5	9.4	4.0
L'investissement, en pourcentage du PIB	19.8	19.3	18.9	18.4	18.3	13.3

Source : Création des auteurs selon les données de la Banque centrale de Tunisie.

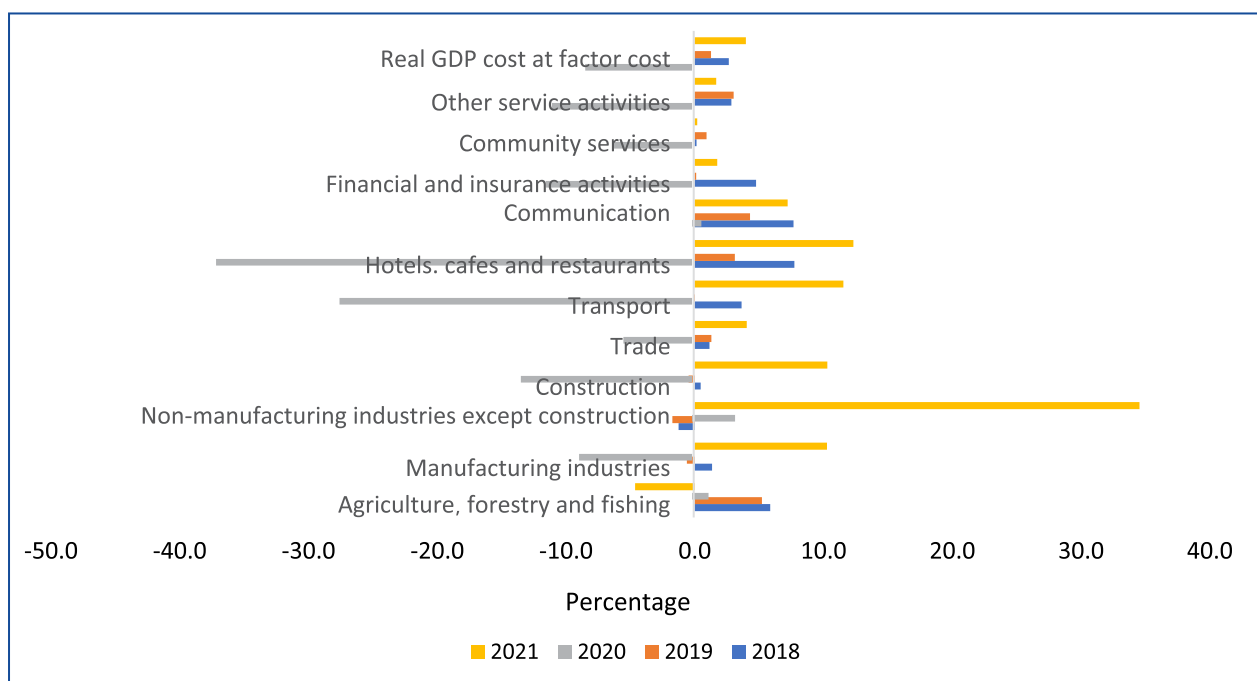
³Fonds monétaire international (FMI), 2021. « Réponses politiques à la Covid 19. Base de données de suivi des politiques (Policy Tracker Database) », septembre.

⁴Les données sur l'évolution des investissements dans les secteurs public et privé ne sont pas disponibles.

Au cours des années 2020 et 2021, les secteurs économiques ont été différemment impactés par les répercussions de la crise de la Covid 19 (voir figure 2). En 2020, plusieurs secteurs ont souffert de la pandémie, notamment le secteur de l'hôtellerie (accusant une chute de 38,5 pour cent d'une année sur l'autre entre 2019 et 2020), le transport (baisse de 28,5 pour cent) et le bâtiment (recul de 13,8 pour cent), au cours de cette même période, et ce, en raison des arrêts de production dans le pays.

En 2021, la majorité des secteurs ont connu une croissance positive, notamment l'industrie non manufacturière, qui a augmenté de 34,6 pour cent d'une année sur l'autre entre 2021 et 2020. Le secteur de l'agriculture a été le seul à accuser une croissance négative en 2021 (-4,6 pour cent) en raison de conditions météorologiques défavorables, qui déterminent fortement les performances de ce secteur.

Figure 2. Taux de croissance, selon des secteurs choisis



Source : Création des auteurs selon les données de l'INS pour 2019, 2020 b, 2021 et 2022 b.

3. Le marché du travail en Tunisie durant la crise de la Covid 19

Dans cette partie, nous nous proposons de discuter des développements du marché du travail tunisien durant la crise de la Covid 19. La rareté des données nous oblige à porter l'analyse sur les principaux indicateurs du marché du travail, notamment les taux d'activité et les taux d'emploi et de chômage, en particulier, par sexe et chez les jeunes⁵.

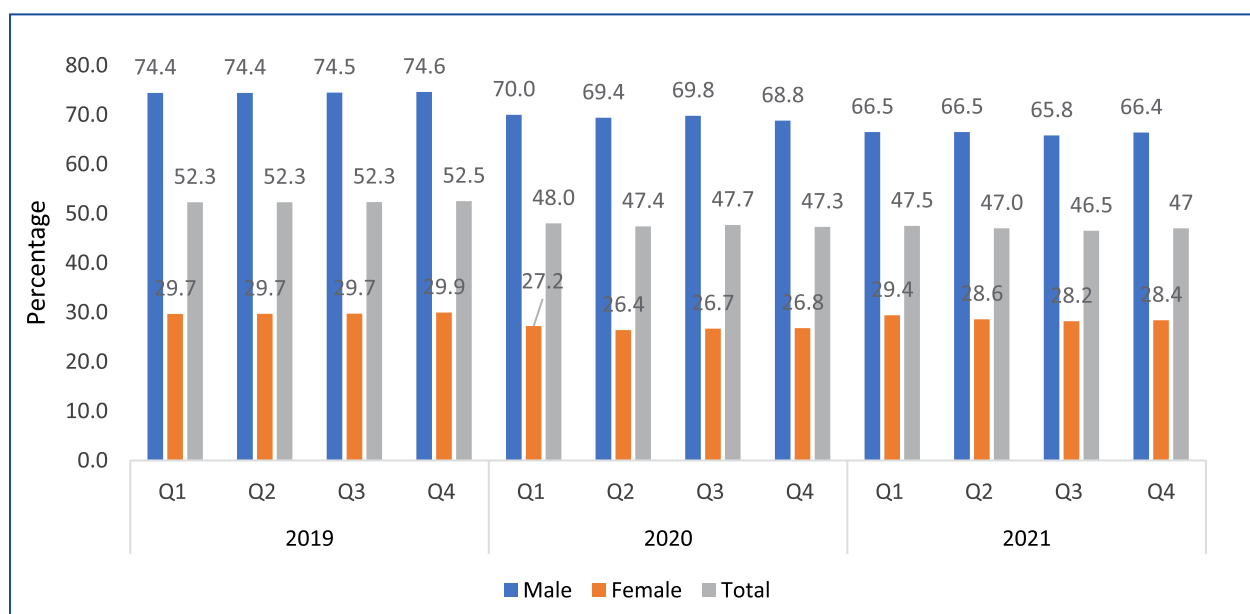
La figure 3 illustre l'évolution des taux d'activité durant la période 2019-21. Il convient de noter que le taux d'activité global n'a été que faiblement affecté par la pandémie, diminuant de moins d'un point de pourcentage (2 pour cent) à 47,4 pour cent au deuxième trimestre 2020 (après le déclenchement de l'épidémie de la Covid 19), puis à 47 pour cent au quatrième trimestre 2021. Il convient également de noter que l'impact de la

⁵ Le choix des indicateurs a également été dicté par la disponibilité des jeux de données de l'INS.

pandémie sur les taux d'activité a été équitablement faible pour les deux sexes, contrairement à des pays comme l'Égypte, où le taux d'activité s'est réduit de façon beaucoup plus marquée chez les femmes, celles sans emploi cessant tout bonnement d'en chercher (voir le chapitre sur l'Égypte). Cependant, en 2021, les taux d'activité des hommes et des femmes ont enregistré des tendances opposées. Alors que le taux d'activité des hommes est passé de 68,8 pour cent au quatrième trimestre 2020 à 66,4 pour cent un an plus tard, celui des femmes a augmenté de près de

deux points de pourcentage (7 pour cent), s'établissant à 28,4 pour cent au cours de la même période. La baisse abrupte du taux d'activité chez la population masculine en 2021 pourrait être liée à un effet de découragement, un an après le déclenchement de l'épidémie de la Covid 19. À l'inverse, le taux d'activité chez les femmes est largement tributaire de leur niveau d'éducation. En effet, les femmes ayant un niveau d'éducation élevé ont tendance à avoir un taux d'activité plus élevé (OIT 2021).

Figure 3. Taux d'activité 2019-21

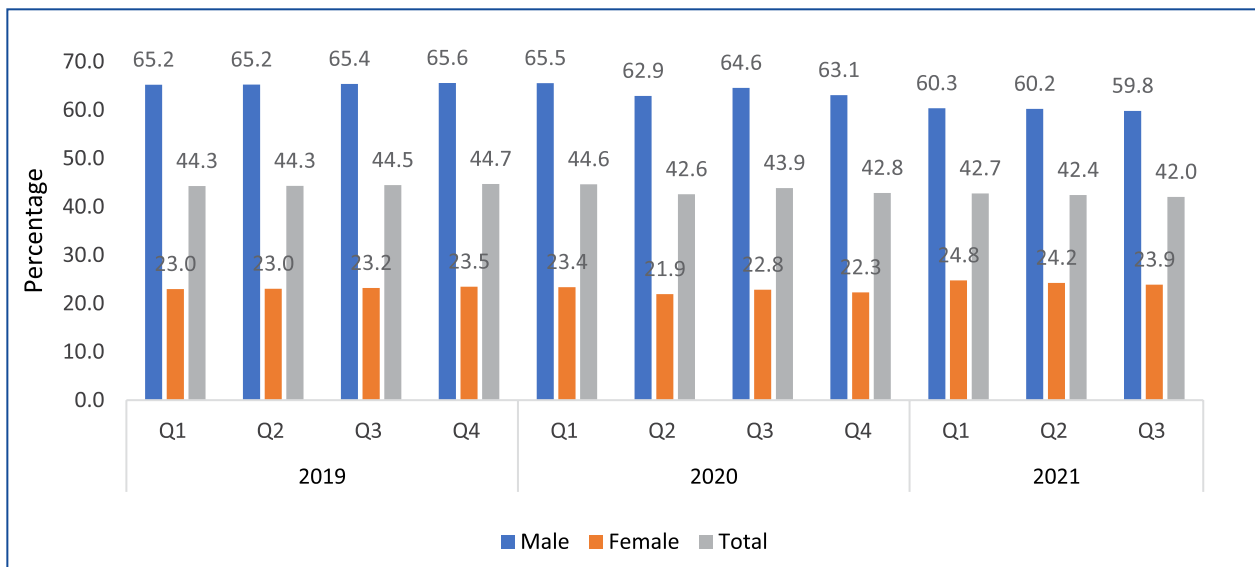


Source : Création des auteurs selon les données de l'INS pour 2020 c et 2022 c.

La même tendance est observée lors de l'analyse du ratio emploi/population au cours de la même période (voir figure 4). En effet, les taux d'emploi des hommes suivent une tendance à la baisse en 2021, atteignant un plancher de 59,8 pour cent au troisième trimestre 2021. Ce taux est inférieur à ce qu'il était au deuxième trimestre 2020 de 3 points de pourcentage (5 pour cent). Il égale-

ment inférieur à ce qu'il était au début de l'année 2019 de plus de 5 points de pourcentage (7 pour cent). De l'autre côté, l'emploi féminin n'a été que légèrement impacté des suites de la crise de la Covid 19 et a même pu gagner du terrain par la suite, atteignant 23,9 pour cent au troisième trimestre 2021, contre 23,2 pour cent au cours de la même période de l'année 2019.

Figure 4. Taux d'emploi 2019-21

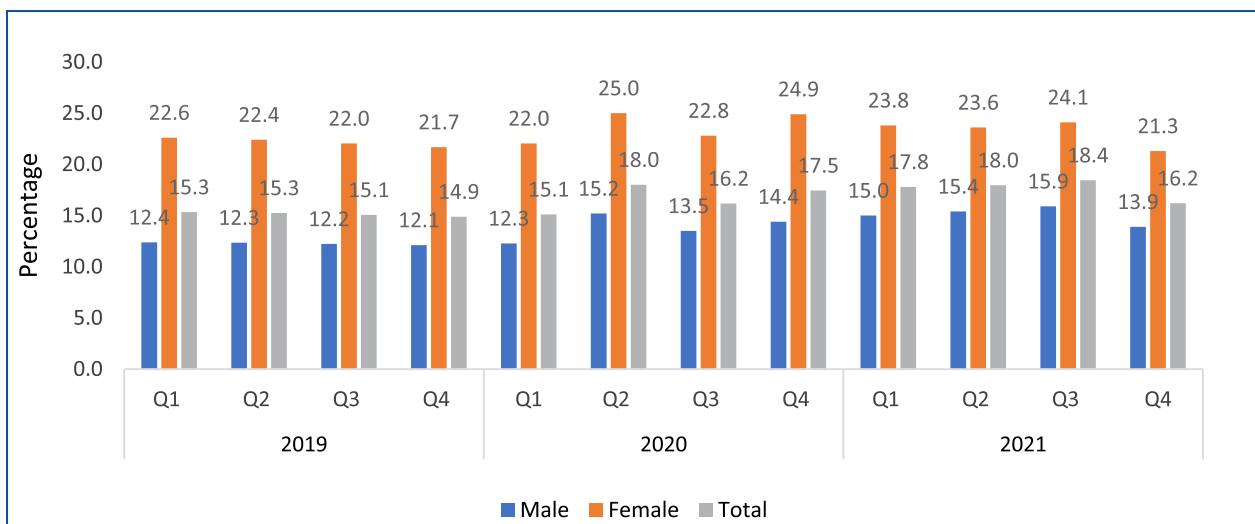


Source : Création des auteurs selon les données de l'INS pour 2020 c et 2022 c.

Il est également important d'observer la dynamique du chômage au cours de la période 2019-21. La figure 5 montre que l'impact direct de la Covid 19 sur les taux de chômage au deuxième trimestre 2020 a été similaire pour les deux sexes, les taux de chômage des hommes et des femmes ayant augmenté de près de trois points de pourcentage pour atteindre 15,2 et 25 pour cent, respectivement. Par conséquent, le taux de chômage global a augmenté dans les mêmes proportions, atteignant 18 pour cent au deuxième trimestre 2020, soit une hausse de près de 20 pour cent.

Le chômage a temporairement baissé au troisième trimestre 2020, mais il a de nouveau augmenté et est resté durablement élevé jusqu'au troisième trimestre 2021. Au quatrième trimestre 2021, le taux de chômage a baissé à 16,2 pour cent, mais est resté bien au-dessus de son niveau prépandémique où il était de 15,5 pour cent. Ce résultat témoigne de l'incapacité de l'économie tunisienne à se remettre complètement des effets de la pandémie, qui, contrairement à d'autres pays comme l'Égypte ou le Maroc, semblent perdurer plus longtemps.

Figure 5. Taux de chômage 2019-21

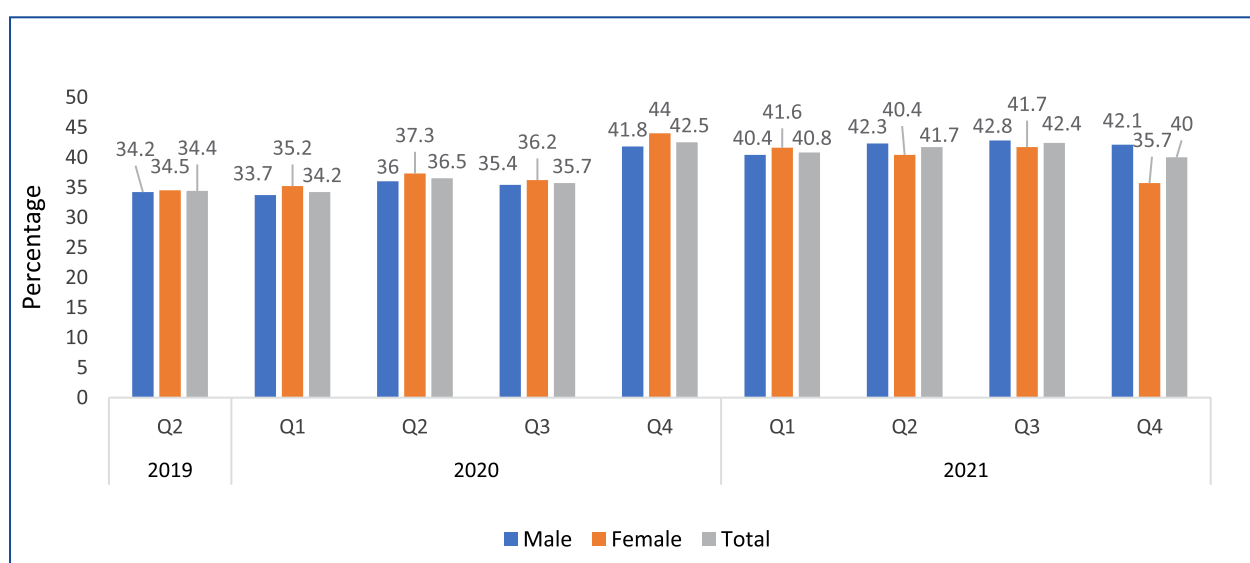


Source : Création des auteurs selon les données de l'INS pour 2020 c et 2022 c.

La figure 6 présente l'évolution du chômage chez les jeunes Tunisiens (15-24 ans) au cours de la période 2019-21. Une tendance similaire à celle observée au niveau global, où la Covid 19 a entraîné une hausse des taux de chômage en 2020, peut être observée. Toutefois, l'effet sur les jeunes semble avoir été retardé jusqu'au quatrième trimestre 2020, c'est alors que leur taux de chômage a augmenté de 6,8 points de pourcentage (19 pour cent) par rapport au troisième tri-

mestre et de 8,3 points de pourcentage (24 pour cent) par rapport au premier trimestre 2020. En 2021, le taux de chômage des jeunes est resté obstinément élevé, à plus de 40 pour cent, et ce, jusqu'au quatrième trimestre. Les données de la figure 6 montrent également que le taux de chômage des jeunes femmes s'est redressé plus rapidement que celui des jeunes hommes, revenant, au quatrième trimestre 2021, à des niveaux proches des niveaux prépandémiques.

Figure 6. Taux de chômage des jeunes âgés de 15 à 24 ans



Remarque : Pour l'année 2019, seules les données du deuxième trimestre sont montrées. Cela est dû au manque de données.
Source : Création des auteurs selon les données de l'INS pour 2020 c et 2022 c.

4. Conclusions et implications politiques

Ce chapitre nous a permis d'avoir une vue d'ensemble des performances de la Tunisie en termes macroéconomiques et du marché du travail juste avant et pendant la pandémie de la Covid 19. On y voit comment l'épidémie de la Covid 19 qui s'est déclarée en mars 2020 a exacerbé les défis existants, tant au niveau macro que micro-économique.

Au niveau macroéconomique, l'économie tunisienne a connu une croissance négative de -8,7 pour cent en 2020, contre 1 pour cent en 2019. Les secteurs économiques les moins performants en 2020 ont été le secteur de l'hôtellerie et du tourisme, ainsi que le secteur du bâtiment, qui ont tous été affectés par les arrêts de production vécus dans le pays. Par ailleurs, le taux d'investissement insuffisant et le mauvais climat des affaires nuisent à la croissance économique de la Tunisie. En effet, la hausse des taux d'intérêt et la baisse des dépenses en capital ont fait baisser l'investissement, qui est l'un des principaux moteurs de la croissance économique. En 2021, l'économie tunisienne a connu une certaine reprise, atteignant un taux de croissance positif du PIB de 3,3 pour cent. Toutefois, ce taux reste inférieur au taux de croissance moyen des économies à revenu intermédiaire, qui s'est établi à 6,1 pour cent.

Pour ce qui est de l'évolution du marché du travail, l'épidémie de la Covid-19 a amplifié un taux de chômage déjà élevé, et qui l'est resté, durablement, jusqu'à la fin de l'année 2021. Cependant, peu à peu, le taux d'activité a augmenté chez les femmes et a diminué chez les hommes, ce qui pourrait éventuellement s'expliquer par un effet de découragement. La crise de la Covid 19 a affecté le taux de chômage des hommes et des femmes d'à peu près la même manière et de la même ampleur. Cependant, le chômage chez les femmes s'est plus que redressé au quatrième trimestre 2021, atteignant un taux inférieur à son taux prépandémique. Par ailleurs, le taux de chômage des jeunes Tunisiens est alarmant, dépassant 40 pour cent pendant toute l'année 2021. Les jeunes femmes se sont rétablies plus rapidement et ont vu leur taux de chômage revenir aux niveaux prépandémiques, tandis que le taux de chômage des jeunes hommes est resté élevé et supérieur aux taux observés un an auparavant.

Ces résultats des performances de la Tunisie en termes macroéconomiques et du marché du travail au cours de la période 2019-21 fournissent quelques enseignements sur la manière de renforcer la résilience de l'économie tunisienne face aux chocs futurs. D'abord, un certain nombre de déséquilibres structurels aux niveaux macro et micro-économiques se sont manifesté par le déclin du rôle de l'investissement dans l'économie et les taux de chômeurs élevés chez les femmes et les jeunes. Ainsi, des solutions structurelles sont requises afin d'inverser ces tendances.

Des politiques qui créent plus d'espace fiscal pour l'investissement public sont nécessaires. Il pourrait s'agir d'introduire une réforme fiscale équitable, de contenir la masse salariale du secteur public, de remplacer les subventions généralisées par des transferts ciblant la population pauvre, ainsi que faire progresser les réformes des entreprises publiques. En outre, le renforcement de la concurrence et l'ouverture de l'économie aux investissements du secteur privé garantiraient une croissance économique inclusive et riche en emplois (FMI 2022b). De plus, l'amélioration du climat des affaires est nécessaire pour permettre l'afflux d'investissements directs étrangers, qui non seulement ont un effet positif sur la croissance économique du pays d'accueil, mais peuvent également stimuler la création d'emplois par leurs retombées sur la productivité et les conditions de travail dans les entreprises locales (OIT 2012).

Enfin, et bien qu'il n'existe pas de réponse politique standard aux défis du marché du travail tunisien, il est primordial de renforcer les capacités du secteur privé afin de créer des emplois à plus forte productivité qui répondent aux aspirations des jeunes diplômés. En outre, il est conseillé de réduire le coût du formalisme en comparaison aux coûts opératifs du secteur informel. Cela est à même d'encourager les entreprises à régulariser leur situation et, par conséquent, d'augmenter la demande de travailleurs qualifiés et instruits, augmentant ainsi le taux d'activité, notamment chez les femmes qui bénéficieraient de meilleurs emplois, en termes de type de contrat, de sécurité sociale, de conditions de travail, etc. (Boughzala 2019).

► RÉFÉRENCES

Assaad, Ragui, Samir Ghazouani et Caroline Krafft. 2018a. « Composition de l'offre de main d'œuvre et chômage en Tunisie ». Le marché du travail en Tunisie à l'ère de la transition, édité par Ragui Assaad et Mongi Boughzala, 1-38. Oxford, GB : Oxford University Press.

Assaad, Ragui et Caroline Krafft. 2016. "Dynamiques du marché du travail et chômage des jeunes au Moyen Orient et en Afrique du Nord : données de l'Égypte, de la Jordanie et de la Tunisie", Economic Research Forum Working Paper Series No. 993.

Boughzala, Mongi. 2019. "Le chômage en Tunisie : pourquoi est-il élevé chez les femmes et les jeunes", ERF Policy Portal. 21 mai 2019. <https://the-forum.erf.org.eg/2019/05/07/unemployment-tunisia-high-among-women-youth/>.

BCT (Banque centrale de Tunisie). 2022. "Les comptes de la nation". www.bct.gov.tn.

OIT (Organisation internationale du travail). 2012. « Résumé exécutif et recommandations politiques pour la Tunisie ».

———. 2021. Rapport régional sur l'emploi et la croissance en Afrique du Nord 2020.

FMI (Fonds monétaire international). 2022 a. « Perspectives de l'économie mondiale : avril 2022 ». <https://www.imf.org/en/Publications/WEO/Issues/2022/04/19/world-economic-outlook-april-2022>.

———. 2022 b. « Déclaration de M. le directeur Jihad Azour à la conclusion de sa visite en Tunisie », 22 juin 2022. <https://www.imf.org/en/News/Articles/2022/06/22/pr22220-tunisia-statement-by-director-jihad-azour-at-the-conclusion-of-a-visit-to-tunisia>.

INS (Institut national de la statistique). 2019. "Bulletin Mensuel des Statistiques". Mai. <http://www.ins.tn/sites/default/files/publication/pdf/bms%20mai.pdf>.

———. 2020a. « La croissance économique (Trimestriel) ». Février. <http://www.ins.tn/publication/la-croissance-economique-au-quatrieme-trimestre-2019>.

———. 2020b. « Bulletin Mensuel des Statistiques ». Mai. <http://www.ins.tn/sites/default/files/publication/pdf/bms%20Mai%202020.pdf>.

———. 2020 c. « Indicateurs de l'emploi et du chômage ». http://www.ins.tn/sites/default/files/publication/pdf/Note_ENPE_1T2020.pdf.

———. 2021. « Bulletin Mensuel des Statistiques ». Mai. <http://www.ins.tn/sites/default/files/publication/pdf/bms%20Mai%20pour%20site.pdf>.

———. 2022a. « La croissance économique (Trimestriel) ». Août. <http://www.ins.tn/publication/la-croissance-economique-au-deuxieme-trimestre-2022>.

———. 2022 b. « Bulletin Mensuel des Statistiques ». Mai. <http://www.ins.tn/sites/default/files/publication/pdf/bms%20mai%202022.pdf>.

———. 2022 c. « Indicateurs de l'emploi et du chômage ». <http://www.ins.tn/publication/indicateurs-de-lemploi-et-du-chomage-premier-trimestre-2022>.

Kokas, Deeksha, Gladys Lopez-Acevedo, Abdel Rahman El Lahga, Vibhuti Mendiratta. 2020. "Impact de la Covid 19 sur le bien-être des ménages en Tunisie". Policy Research Working Paper No. 9503.

Krafft, Caroline, Ragui Assaad et Mohamed Ali Marouani. 2021. « L'impact de la Covid 19 sur les marchés du travail au Moyen Orient et en Afrique du Nord : les travailleurs vulnérables, les petits entrepreneurs et les agriculteurs frappés de plein fouet par la pandémie au Maroc et en Tunisie ». Economic Research Forum Policy Brief No. 55.

Marouani, Mohamed Ali, Caroline Krafft et Ragui Assaad. 2022. « Covid 19, étude de cas de la Tunisie ». Rapport de l'OIT/ERF.

Saleh, Heba. 2021. « Le variant Delta aggrave la crise de la fragile démocratie tunisienne ». Financial Times. Juillet 2021.

UNICEF. 2020. « Impact des mesures de confinement associées à la pandémie COVID-19 sur la pauvreté des enfants ».

Banque mondiale. 2021. Tunisia Economic Monitor : Sortir de la crise : Printemps 2021. Washington, D.C. : Banque mondiale.



Remerciements

Agence suédoise de coopération internationale au développement (SIDA), en collaboration avec l'Organisation internationale du travail (OIT), et le projet Advancing the Decent Work Agenda 'Faire avancer l'Agenda du travail décent en Afrique du Nord - Projet ADWA'

- ▶ **Email:** adwa@ilo.org
- ▶ **Adresse:** 13 rue du Brésil, Zamalek, 11211, Le Caire, Égypte
- ▶ ilo.org/Cairo | [Twitter](#) | [Facebook](#) | [YouTube](#)